

[illegible]

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

<i>Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)</i>
M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18/10/2024

<i>Objet de l'accord-cadre</i>
<p>Entretien et réparation des chaussées des routes et des aires de repos, aux moyens de techniques à base de matériaux enrobés (chauds et tièdes), sur le réseau routier national de la DIR Nord-Ouest.</p> <p>Accord-cadre relatif à l'entretien et à la réparation des chaussées du district Normandie Centre – secteur de Dreux (lot n°1.1).</p>

Accord-cadre passé sur appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 et R.2162-1 à R.2162-6 du CCP

Le présent accord-cadre comporte 23 pages et les annexes n°

ACCORD-CADRE (AC)

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S).....	4
ARTICLE 2. OBJET ET ÉTENDUE.....	7
2-1. Objet de l'accord-cadre.....	7
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	8
2-3. Étendue de l'accord-cadre.....	9
2-4. Typologie des marchés subséquents.....	9
ARTICLE 3. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE.....	9
ARTICLE 4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	9
4-1. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
4-3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	11
4-4. Responsabilités et Assurances.....	12
4-5. Clauses sociales et environnementales.....	13
4-6. Formes des notifications.....	13
4-7. Autres dispositions générales.....	13
4-8. Ordres de service.....	14
4-9. Propriété intellectuelle.....	14
4-9. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 6. MISES A JOUR DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	15
6-1. Mises à jour des prix de l'accord-cadre.....	15
6-2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	15
6-3. Choix des index de référence.....	15
ARTICLE 7. PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	16
7-1. Mise en concurrence.....	16
7-2. Conditions de la consultation.....	17
7-3. Documents fournis aux candidats.....	17
7-4. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents.....	17
ARTICLE 8. MODALITÉS FINANCIÈRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	19
8-1. Avance.....	19
8-2. Variation des prix des marchés subséquents.....	19
8-3. Pénalités.....	19
ARTICLE 9. CAS DE RÉSILIATION D'UN ACCORD-CADRE.....	19
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)☐ **Je soussigné,**

Nom et prénom :															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :															
Domicilié à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel :															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)															
Au capital de :															
Ayant son siège à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel :															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :															

☐ **Nous soussignés,**

Cotraitant 1															
Nom et prénom :															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :															
Domicilié à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel :															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)															
Au capital de :															
Ayant son siège à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel :															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :															

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Cotraitant 3	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

après avoir :

- pris connaissance des clauses du présent accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP ;



m'engage sans réserve,

- à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 4-2, 4-3 et 4-4 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies.

- à remettre une offre en réponse à chacune des consultations qui seront lancées lors de la survenance du besoin par le pouvoir adjudicateur, en vue de la conclusion de marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre ;

- à exécuter toutes les prestations des marchés subséquents qui pourraient m'être attribué.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.



nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement,

- à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 4-2, 4-3 et 4-4 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies.

- à remettre une offre en réponse à chacune des consultations qui seront lancées lors de la survenance du besoin par le pouvoir adjudicateur, en vue de la conclusion de marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre ;

- à exécuter toutes les prestations des marchés subséquents qui pourraient m'être attribué.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.



nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement,

- à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 4-2, 4-3 et 4-4 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies.

- à remettre une offre en réponse à chacune des consultations qui seront lancées lors de la survenance du besoin par le pouvoir adjudicateur, en vue de la conclusion de marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre ;

- à exécuter toutes les prestations des marchés subséquents qui pourraient m'être attribué.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2. OBJET ET ÉTENDUE

2-1. Objet de l'accord-cadre

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent :

la réalisation de travaux d'entretien et de réparation des chaussées des routes et des aires de repos de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest, exploitées par le district Normandie Centre, secteur de Dreux, aux moyens de techniques à base de matériaux enrobés, à chauds et tièdes.

Les travaux qui feront l'objet des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre, s'inscriront principalement dans le cadre des opérations et programmes suivants :

- des réparations ponctuelles des chaussées dans le cadre des programmes annuels d'entretien courant ;
- des interventions accompagnant les travaux d'entretien des ouvrages d'art, notamment dans le cadre des remises en état des joints de chaussée ;
- des renouvellements de couches de roulement des chaussées dans le cadre des programmes annuels et pluriannuels d'entretien préventif ;
- des opérations de réhabilitation pouvant aller jusqu'à la reconstruction de toute la structure d'une chaussée dans le cadre des programmes annuels et pluriannuels de requalification de chaussées.

Le présent accord-cadre couvre principalement les techniques suivantes :

- la réalisation de couches d'assise de chaussée en matériaux non traités, traités aux liants hydrauliques, hydrocarbonés ou mixtes, ou en enrobés bitumineux chauds ou tièdes ;
- la réalisation de couches de surface aux moyens d'enrobés classiques, chauds ou tièdes, ou d'enrobés spéciaux (y compris enrobés phoniques, colorés, à liant végétal) ;
- les revêtements superficiels tels que les enduits superficiels d'usure (ESU), les matériaux bitumineux coulés à froid (MBCF), les revêtements combinés ESU/MBCF, les enduits à haute adhérence ou autres, les bétons bitumineux ultra-mince (BBUM) ;
- les techniques de retraitement à chaud ou à froid avec adjonction de liants hydrocarbonés, hydrauliques ou composés ;
- les techniques à base d'enrobés projetés.

Les structures de chaussées concernées pourront être de type bitumineuses épaisses, mixtes ou semi-rigides et le trafic de référence pourra être supérieur ou égale à la classe T0.

Entreront également dans le champ d'application de l'accord-cadre les travaux annexes suivants :

- les travaux préparatoires de dérasement et de délignement d'accotement ;
- le balayage préalable des chaussées dans le cas où ce dernier n'aurait pas pu être réalisé par l'exploitant en amont ;
- les rabotages de chaussées avec ou sans reprise des fraisats par l'entreprise (y compris dans les cas de présence d'amiante et/ou de taux de HAP supérieur à 50 mg/kg) ;
- le micro-rabotage pour la rectification de défauts d'uni ou pour l'effaçage du marquage de signalisation horizontale ;
- la réalisation de couches d'accrochage à base d'émulsion de bitume ;
- les terrassements en déblais ou remblais, nécessaires à l'adaptation des ouvrages existants ;
- la création ou adaptation d'ouvrages d'assainissement ;
- la création ou l'adaptation de trottoirs et d'îlots ;
- les prestations de pose, de maintenance et de dépose de signalisation temporaire.

Ne seront pas couverts par l'accord-cadre :

- les travaux de pontages de fissures (hors scellement de joints directement après réalisation des enrobés) ;
- les réparations ponctuelles de chaussées au moyen d'enrobés stockables, réactifs à l'eau ou d'autres produits à base de résines polymères ;
- le rétablissement de la signalisation horizontale.

Les principales spécifications des constituants, matériaux et produits ainsi que les principales prescriptions de fabrication, de transport et de mise en œuvre qui s'appliqueront aux travaux qui feront l'objet des marchés subséquents, sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent accord-cadre.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les routes et aires de repos de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest exploitées par le district Normandie Centre, secteur de Dreux, réseau anciennement géré par le district de Dreux ; cela concerne les itinéraires routiers suivants : RN 12, RN 154, RN 1154, RN 123, RN 254 et RN 10 (225 km de réseau).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Pour le présent accord-cadre, il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie. Le présent accord cadre correspond au lot géographique du district Normandie Centre, secteur de Dreux (lot n°1.1, réseau anciennement géré par le district de Dreux).

Les besoins qui feront l'objet des consultations ultérieures lancées sur le fondement du présent accord-cadre en vue de la passation de marchés subséquents, pourront donner lieu à des sous-décompositions en lots techniques et/ou géographiques.

Les marchés subséquents pourront également prévoir une décomposition en tranches.

2-3. Étendue de l'accord-cadre

Les minima et/ou maxima pour chacune des périodes de l'accord-cadre sont fixés ainsi :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Accord-cadre - 1.1	Aucun	Aucun	13 350 000,00 €	16 020 000,00 €

2-4. Typologie des marchés subséquents

Certains marchés subséquents pourront être des accords-cadres à bons de commande.

ARTICLE 3. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé pour une durée de un an à compter de la date de sa notification ; les marchés subséquents pourront être conclus dès sa notification jusqu'à son expiration.

L'accord-cadre est reconductible dans la limite d'une reconduction qui débutera le lendemain de la fin de la période initiale et se terminera le 24/06/2026.

Si le RMO ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit se prononcer au moins 1 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

ARTICLE 4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

4-1. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

4-1-1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie dans le CCAP des marchés subséquents

4-1-2. Sites sensibles

Sans objet.

4-1-3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution des marchés subséquents ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage, ni le traitement de telles données, il ne sera donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution des marchés subséquents, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue CCAP dans le CCAP des marchés subséquents.

4-2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

4-3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

4-3.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

4-3.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies dans les CCAP des marchés subséquents.

4-4. Responsabilités et Assurances

4-4.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

4-4.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 5 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 10 000 000 € par sinistre.

Des garanties spécifiques pourront être demandées au niveau des marchés subséquents en fonction de leur nature particulière.

4-4.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Lorsque les travaux relèvent de la responsabilité décennale des constructeurs, l'entreprise devra être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale dont les garanties minimales seront précisées dans les marchés subséquents.

4-5. Clauses sociales et environnementales

4-5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Elles seront précisées dans les marchés subséquents.

4-5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n °20.2 du CCAG, les pièces particulières des marchés subséquents fixeront des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

4-6. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

4-7. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

4-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

4-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'accord-cadre et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, **qui fait office d'acte d'engagement** ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- La carte du réseau routier de la DIR Nord-Ouest, district Normandie Centre – secteur de Dreux, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le bordereau des prix « plafond » (BPP) **pour le lot n° 1.1** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 6.2 du présent AC ;
- Le guide méthodologique « Plan Assurance Qualité » établi par l'Association pour la Promotion de l'Amélioration de la Qualité (APAQ) des travaux et des équipements routiers en Normandie ;
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière dans sa version du 9 avril 2021 (1^{ère} et 8^{ème} partie) ;
- Les manuels du Chef de chantier relatifs à la signalisation temporaire des chantiers ;
- Les normes, publications et recommandations visées par le CCTP ;

C – Engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 6. MISES A JOUR DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

6-1. Mises à jour des prix de l'accord-cadre

Les prix unitaires utilisés à titre de référence dans l'accord-cadre sont mis à jour lors de chaque consultation des marchés subséquents par application du coefficient multiplicateur C_n défini ci-après :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ; I_n = Valeur de l'index de référence I , **dernier indice connu définitif à la date de consultation.**

Pour une consultation donnée, cette formule de mise à jour de prix n'est utilisée que pour définir les prix maximums de l'accord-cadre qui serviront de référence pour l'établissement du bordereau des prix du marché subséquent.

6-2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **janvier 2025**. Ce mois correspond à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro accord-cadre" (m_{0ac}).

6-3. Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la mise à jour des prix de l'accord-cadre sont :

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

Ces index sont publiés :

- au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
1.1	TP08	- tous les prix des séries A100, A200, A300, A400, C100, C200, C300, C500, D200, D300, D400, D600, D800, E100, E200, E300, E400 ; - prix D101 à D109 ; - prix D501 ; - prix D701 à D703 ; - majorations F1, F2 et F3.
	TP09	- tous les prix des séries B100, B200, B300, B400, B500, B600, B700, C400, C600, C700, C800, C900, C1000, C1100, C1200, C1300, C1400, C1500, C1600 ; - prix D110.

ARTICLE 7. PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

7-1. Mise en concurrence

Lors de la survenance des besoins afférents à ce lot, tous les titulaires de ce lot issus de l'accord-cadre seront systématiquement remis en compétition sur la base des documents de la consultation du marché subséquent. Les titulaires seront tenus de remettre une offre pour chaque remise en concurrence ou de justifier par écrit de leur impossibilité de répondre.

Les marchés subséquents feront l'objet d'une mise en concurrence par dossier de consultation adressé à tous les titulaires de l'accord-cadre. La transmission se fera par le profil d'acheteur.

Le dossier de consultation du marché subséquent mentionnera au minimum les éléments suivants :

- l'intitulé et les descriptifs du marché subséquent,
- la pondération des critères de jugement des offres,
- la date limite de remise des offres,
- la situation géographique des travaux,
- la durée de la période de préparation éventuelle,
- les mesures relatives à la sécurité et la protection de la santé.

Les modalités d'utilisation des prix de référence de l'accord-cadre (ou prix « plafond ») pour les offres des marchés subséquents sont les suivantes :

Les prix unitaires de référence de l'accord-cadre après mises à jour en application de l'article 6-1 constituent des prix plafonds. En cela les prix proposés dans le bordereau de prix du marché subséquent devront être inférieurs ou égaux à ces prix plafonds.

Ils sont réputés tenir compte des incertitudes qui subsistaient au stade de la consultation ayant donné lieu au présent accord-cadre, malgré les indications fournies dans le présent accord cadre et ses autres pièces constitutives énoncées à l'article 5 ci-avant. Ces incertitudes concernent principalement l'étendue des besoins qui seront susceptibles de faire l'objet des marchés subséquents ainsi que les niveaux des exigences et des contraintes qui seront précisés dans les pièces particulières de ces derniers. Ainsi, elles indiqueront lorsque les prix "plafond" ne s'appliqueront pas le cas échéant.

7-2. Conditions de la consultation

7-2.1. Variantes

Elles pourront être autorisées lors des consultations en vue de l'attribution des marchés subséquents.

7-2.2. Prestations supplémentaires éventuelles

Ces prestations seront mentionnées le cas échéant dans le cahier des clauses spéciales des marchés subséquents (en complément du CCTP de l'AC).

7-3. Documents fournis aux candidats

- Le règlement de la consultation
- Le cadre de l'acte d'engagement du marché subséquent
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses spéciales (en complément du CCTP de l'AC)

Pour les marchés subséquents à bons de commande :

- Le cadre du bordereau des prix (où figurent éventuellement des prix nouveaux propres au marché subséquent) ;
- Le document financier : si la méthode retenue est celle dite du « chantier masqué » (validée par l'arrêt du Conseil d'État du 16 novembre 2016), il sera appliqué le bordereau des prix remis par les candidats à un détail estimatif non publié et non communiqué à ces derniers. Le bordereau des prix devra respecter les stipulations fixées à l'article 6-1 du présent document. Sinon, il sera transmis le cadre du détail estimatif dont les montants devront respecter les stipulations fixées à l'article 6-1 du présent document.

Pour les marchés subséquents sans bons de commande à prix unitaires et/ou forfaitaires :

- Le cadre du bordereau des prix (où figurent éventuellement des prix nouveaux propres au marché subséquent) ;
- Le cadre du détail estimatif dont les montants devront respecter les stipulations fixées à l'article 6-1 du présent document.

Pour les marchés subséquents sans bons de commande à prix global forfaitaire :

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification hormis la colonne quantité qui est fournie à titre indicatif.

Pour tous les marchés subséquents :

- Des éventuelles pièces complémentaires (plans, études, plan général de coordination si le marché subséquent y est soumis) destinées à figurer dans le marché subséquent ;
- Des éventuelles pièces complémentaires données à titre indicatif et non destinées à figurer dans le marché subséquent.

Le cahier des clauses spéciales complétera, pour les marchés subséquents, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) figurant dans l'accord-cadre.

7-4. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des titulaires de l'accord-cadre pour établir un classement unique. Les offres classées ex æquo sont départagées en donnant priorité à l'offre la mieux placée selon le critère « prix des prestations ».

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Le règlement de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent comportera les critères suivants pour le jugement des offres.

Les offres seront jugées selon la grille de critères suivante :

Critère d'attribution	Fourchette
Le critère « valeur technique des prestations » sera apprécié au vu du mémoire technique qui devra comprendre les éléments précisés dans les documents de la consultation du marché subséquent.	de 10 à 40 %
Le critère « valeur environnementale » sera apprécié au vu du mémoire technique qui devra comprendre les éléments précisés dans les documents de la consultation du marché subséquent.	de 10 à 40 %
Le prix des prestations.	de 30 à 80 %

Dans le cas particulier de marchés subséquents prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande, le critère « Prix des prestations » pourra ou non être noté selon la méthode consistant à appliquer le bordereau des prix remis par les candidats à un détail estimatif non publié et non communiqué à ces derniers (méthode dite du « chantier masqué », validée par l'arrêt du Conseil d'État du 16 novembre 2016).

La pondération précise sera fixée dans le règlement de consultation du marché subséquent en fonction des spécificités techniques.

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches dans le cas d'un marché subséquent le cas échéant.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Pour les marchés subséquents à bons de commande :

- Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans le détail estimatif, ces erreurs seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.
- Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.
- Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier

cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et/ou forfaitaires ou à prix global forfaitaire :

- Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans le détail estimatif ou dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.
- Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le détail estimatif ou la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix du marché, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 8. MODALITÉS FINANCIÈRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

8-1. Avance

Si le marché subséquent donne droit à l'avance, son taux sera de 35 %.

8-2. Variation des prix des marchés subséquents

La révision des prix sera définie dans le CCAP des marchés subséquents.

8-3. Pénalités

Elles seront définies dans chaque CCAP de marché subséquent.

ARTICLE 9. CAS DE RÉSILIATION D'UN ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin au présent accord-cadre par une décision de résiliation notifiée aux titulaires.

L'accord-cadre d'un des titulaires est résilié à ses torts sans indemnité et après mise en demeure restée infructueuse dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ;
- En cas d'absence de transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du CCP ou aux articles

D.8254-2 à 5 du Code du Travail,

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne remet pas d'offre lors de la remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnité, l'accord-cadre le concernant.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité et sans mise en demeure en cas de manquements graves dans la réalisation d'un marché subséquent.

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du document accord-cadre sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

AC 5 déroge à l'article 4.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Néant.

c) Normes françaises homologuées

Néant.

d) Autres normes

Néant.

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'/des entreprise(s) :

Visas

à : le :	Avis de l'autorité chargée du contrôle budgétaire régional
	Avis :
	à :
	le :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur

à : le :

Date d'effet de l'accord-cadre	
Reçu notification de l'accord-cadre le :	
Le <u>titulaire</u> / <u>mandataire du groupement</u> :	
<p>Reçu le _____ l'accusé de réception de la notification de l'accord-cadre du <u>titulaire</u> / <u>mandataire du groupement</u> destinataire.</p> <p>Pour le représentant du pouvoir adjudicateur, à : _____ le : _____</p>	

☐ ANNEXE N° ____ A L'ACCORD-CADRE EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		